

Le pouvoir aux travailleurs

30 NOVEMBRE 2024

N° 310

PRIX : 100 Fr

pouvoirauxtravailleurs@gmx.fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière



*Démolition du quartier Boribana d'ans la commune d'Attecoutbé
et rassemblement des habitants de Zimbabwe de la commune de Port Bouet pour demander que leurs
habitations soient épargnées par les opérations de déguerpissement.*

Éditorial

IL FAUT DES LOGEMENTS DÉCENTS ET À LOYER ABORDABLE POUR TOUS LES MAL LOGÉS !

Page 3

QUELLES PERSPECTIVES
POUR LES TRAVAILLEURS
EN AFRIQUE ?

Page 4-6

TRAVAILLEURS EN LUTTE
DANS LA CONSTRUCTION
DE L'AUTOROUTE Y4

Page 7

Sénégal:
IL Y A 80 ANS, LE MASSACRE
DE THIAROYE

Page 11-12

<u>ÉDITORIAL :</u>	
- NON AUX DÉGUERPISSEMENTS ! IL FAUT DES LOGEMENTS DÉCENTS ET À LOYER ABORDABLE POUR TOUS LES MAL LOGÉS !	3
- QUELLES PERSPECTIVES POUR LES TRAVAILLEURS EN AFRIQUE ?	4 - 6
<u>LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS :</u>	
- TRAVAILLEURS EN LUTTE DANS LA CONSTRUCTION DE L'AUTOROUTE....	7
- UNE MOBILISATION QUI A FAIT RECULER LE POUVOIR.....	7
<u>LEUR SOCIÉTÉ</u>	
- LES RATS !.....	8
- MONSIEUR 80%.....	8
- IL EST NÉ AVEC UNE CUILLÈRE EN OR DANS LA BOUCHE !.....	8
- FAUT PAS RÊVER !.....	9
- PAUVRETÉ DE « CLASSE MONDIALE » !.....	9
- UNE ILLUSTRATION DE LA « MANGÉCRATIE »	10
<u>DANS LE MONDE :</u>	
- Sénégal 1 ^{er} DÉCEMBRE 1944, IL Y A 80 ANS, LE MASSACRE DE THIAROYE	11 - 12

**NON AUX DÉGUERPISSEMENTS !
IL FAUT DES LOGEMENTS DÉCENTS ET À LOYER ABORDABLE
POUR TOUS LES MAL LOGÉS !**

Les autorités viennent d'annoncer la suspension des opérations de « *déguerpissement* » lancées il y a un an à Abidjan, probablement à cause des élections qui approchent. La démolition des quartiers pauvres a été décidée prétendument pour lutter contre « *le désordre urbain et l'insalubrité* » dans le district d'Abidjan, mais les auteurs de désordre et de l'insalubrité ce ne sont pas les habitants qui, faute de moyens, sont condamnés à survivre dans ces quartiers insalubres ne bénéficiant d'aucune infrastructure. Le premier responsable c'est le gouvernement parce qu'il ne s'est jamais soucié des conditions d'existence de la population pauvre. Il a trouvé des milliards pour construire des stades ou des œuvres de prestige mais pas un centime pour loger les familles pauvres qui s'entassent dans des taudis au milieu de la boue et des moustiques. Il ne s'agit pas là d'une question de moyen technique ou financier mais d'un choix politique et cela ne date pas d'aujourd'hui. Ouattara ne fait que poursuivre la politique de ses prédécesseurs depuis l'indépendance du pays. Leur souci à eux tous a toujours été de favoriser la classe des riches et des exploités au détriment de la population pauvre et des travailleurs.

Le gouverneur du district d'Abidjan a déclaré il y a quelques mois qu'il avait établi une liste de plus de « *170 sites à détruire* ». Des bulldozers et des pelleteuses encadrés par des corps habillés et des loubards, ont réduit à l'état de gravats en quelques minutes ce que des petites gens ont mis toute une vie à bâtir au prix de mille sacrifices. Plusieurs quartiers de la ville ont été rasés, des dizaines de milliers de personnes ont été chassées comme des animaux.

« *La pauvreté n'est pas un crime !* » criait à juste raison un jeune révolté par la violence de l'État à l'égard des habitants de son quartier. Ce qui est criminel c'est de détruire les lieux d'habitation et le gagne-pain de milliers de personnes, de jeter à la rue des familles entières, souvent sous la pluie, en ne leur laissant comme alternative que de dormir à la belle étoile sur des tas de ruines comme après un bombardement.

Derrière la prétendue volonté de lutter contre l'insalubrité et pour l'embellissement de la ville, ce que veut le gouvernement c'est récupérer à moindre frais les sites ainsi libérés au profit de quelques rapaces du secteur immobilier. Depuis le début de ces opérations de déguerpissement, nulle part on a vu des travaux d'embellissement ou d'assainissement sur les espaces libérés. Par contre des promoteurs immobiliers n'ont pas tardé à y mettre la main. C'est le cas du quartier de l'abattoir de Port-Bouët alors que le site avait été démoli sous prétexte qu'il était inondable et impropre à l'habitation.

Ceux qui ont essayé de s'opposer à ces démolitions, comme ce fut le cas à Yopougon-Gesco, Port-Bouët-Abattoir ou Adjamé-village, ont eu mille fois raison car face à la voracité des promoteurs immobiliers, à l'exploitation capitaliste et au mépris du gouvernement, les travailleurs et les populations pauvres n'ont que la lutte collective comme unique voie pour se faire respecter et défendre leurs intérêts.

QUELLES PERSPECTIVES POUR LES TRAVAILLEURS EN AFRIQUE ?

(Extrait d'une récente conférence-débat tenue à Abidjan)

L'Afrique représente 20 % des terres émergées, c'est l'équivalent de la surface réunie de la Chine, des États-Unis, de l'Europe, de l'Inde et du Japon. Elle possède une grande quantité de ressources naturelles, de terres cultivables ainsi que des femmes et des hommes qui ne demandent qu'à travailler. Malgré cela, l'écrasante majorité de ses 1,5 milliard d'habitants survivent dans la pauvreté, plus de la moitié de la population connaît la faim. C'est pourquoi, chaque année, des milliers d'hommes et de femmes quittent l'Afrique malgré tous les risques qu'ils doivent courir, y compris celui de mourir dans le désert ou dans la mer, sans parler de l'argent à verser aux passeurs, pour tenter de pénétrer dans cette Europe qui leur apparaît comme une terre d'espoir.

Alors, pourquoi y a-t-il autant de misère sur ce continent si vaste et si riche en ressources naturelles ? Il y a des charlatans qui veulent nous faire croire que c'est parce que nous ne prions pas assez et que dieu nous a puni. D'autres disent que c'est notre destin et qu'on n'y peut rien puisque c'est déjà écrit quelque part. Il y a des politiciens et des intellectuels de la bourgeoisie qui pensent que nous sommes trop ignorants pour comprendre toutes ces choses-là et qu'il faut les laisser tranquillement diriger le pays parce que eux, ils ont fait des études et savent ce qu'il faut faire pour sortir le pays du sous-développement, et patati et patata. Ceux-là sont aussi des charlatans version « *moderne* », et ils sont grassement payés pour nous raconter des salades. Ils veulent nous faire croire que nous sommes tous sur le même bateau et que nous devrions nous serrer les coudes pour les « *intérêts supérieurs* » de notre pays. Ils font leur métier de défenseur des intérêts de la bourgeoisie et pendant que la majorité de la population se serre la ceinture, eux ils mènent la belle vie dans leurs beaux quartiers. Tant qu'ils continueront de faire leur métier de chefaillons des puissances impérialistes,

celles-ci les laisseront gouverner en leur laissant quelques miettes de l'exploitation de la classe ouvrière et de la petite paysannerie, y compris le droit de s'enrichir eux-mêmes sur le dos de leur peuple.

La situation catastrophique des travailleurs et de la population pauvre en Côte d'Ivoire et dans bien d'autres pays du monde, n'a rien à voir avec le destin ou le manque de chance. Elle découle logiquement du fonctionnement du système capitaliste et de son histoire. Ce système est basé sur la propriété privée des moyens de production, sur la concurrence et la recherche du profit maximum tiré sur le dos de ceux qui produisent les richesses, c'est-à-dire les travailleurs des villes et des campagnes. Le produit de la richesse est détenu par une toute petite minorité au détriment de la grande majorité. Un tel système ne peut créer que des inégalités et des injustices sociales, il mène l'humanité toute entière vers la barbarie, la guerre et la dévastation.

La bourgeoisie africaine, une classe compradore

La bourgeoisie africaine n'est pas une concurrente des capitalistes étrangers mais, au contraire, une classe intermédiaire et dépendante de la grande bourgeoisie des pays riches. Son sort est lié à la petite place que lui laissent les trusts et les multinationales dans le pillage de son propre pays. Elle vit à l'ombre du pouvoir et contrairement à la fable qui raconte qu'elle pourrait sortir les pays africains du sous-développement, elle est incapable de développer les infrastructures, les routes, les réseaux d'eau et d'électricité qui sont pourtant vitaux pour des millions d'Africains. Prenons le cas des lignes de chemin de fer réalisées pendant la colonisation avec le sang et la sueur des travailleurs enrôlés de force. Elles sont dans un état

lamentable, presque à l'abandon car les États africains ne sont pas capables de les entretenir et attendent que des rapaces comme Bolloré viennent les « sauver » de la mort. On ne parle même pas de la construction de nouvelles lignes qui pourraient être utiles pour voyager et transporter des marchandises à moindre frais et avec plus de sécurité.

Le mythe du « *développement de l'Afrique* » est d'autant plus délirant qu'en réalité, à force de pillages et de guerres, bien des États sont entrés en déliquescence et ne contrôlent plus leur propre territoire. En Afrique centrale, en Somalie, en Éthiopie, au Soudan, des millions d'êtres humains sont depuis trente ans des réfugiés à vie.

Les guerres fratricides, les génocides et les barbaries qui tuent, mutilent et affament dans de nombreux pays africains sont le produit de la misère et du chaos provoqués par la domination impérialiste. La stabilité d'un État n'est pas une question de « *culture démocratique* » comme on entend souvent, mais repose sur un certain niveau de développement économique permettant à l'État de la bourgeoisie de jouer jusqu'à un certain niveau le jeu de l'alternance du pouvoir. Si certaines conditions sont remplies, l'État peut faire semblant d'être au-dessus des classes et se poser comme garant de l'intérêt général. Les États africains, eux, n'ont jamais réuni ces conditions. Dans un pays pauvre, presque sans industrie, le pouvoir d'État est surtout un moyen d'enrichissement. Engels, un des principaux penseurs et militants révolutionnaires socialistes qui a éclairé le mouvement ouvrier au 19^{ème} siècle, a défini l'État par cette formule : une bande d'hommes armés au service de la classe dirigeante. C'est exactement ça qu'on voit dans nos pays sous-développés !

Le prolétariat, force sociale de l'avenir

L'arrivée du capitalisme sur le continent africain pendant l'ère coloniale a

démoli les conditions d'existence de la population des campagnes. Cette transformation s'est poursuivie après la décolonisation. Aujourd'hui près de la moitié de la population africaine vit en ville. Par exemple, la ville de Bamako, comptait à peine 100 000 habitants au moment de l'indépendance. En 2022, il y en avait 4 millions ! Et un plus grand nombre encore de Maliens sont partis dans les grandes villes des pays voisins, à Abidjan, à Dakar, et une minorité a émigré vers l'Europe, notamment à Paris. Abidjan comptait 150.000 habitants en 1960, aujourd'hui, elle en compte 6 millions !

C'est un bouleversement immense, du même type que celui que décrivait Karl Marx il y a 150 ans pour l'Europe. Plus que jamais, le capitalisme mondialisé brisé par le feu et le sang l'isolement des villages et des nations, il forge une armée de millions de prolétaires. Ce prolétariat pauvre que la bourgeoisie capitaliste exploite à mort pour un salaire de misère, ce prolétariat que l'État méprise et chasse violemment à coup de bulldozers le plus loin de la ville comme si c'était des animaux nuisibles, ce prolétariat qu'on n'accepte que s'il se soumet à la volonté et à la rapacité de l'exploiteur, est pourtant la seule classe porteuse d'avenir, la classe qui peut libérer la société toute entière de l'exploitation et de la barbarie si elle prend conscience de la force immense qu'elle représente. Comme le proclamait déjà le *Manifeste communiste*, « *la bourgeoisie produit ses propres fossoyeurs* » !

En Afrique comme partout sur la planète, les travailleurs sont à la base de toute la richesse, sans eux la société ne fonctionnerait pas. La grève des dockers à Abidjan et à San-Pedro, il y quelques années, a montré qu'aucune marchandise ne sort et n'entre s'ils arrêtent de travailler. Plus récemment, les travailleurs de la zone industrielle de Yopougon ont aussi fait la même démonstration en paralysant par la grève l'ensemble des entreprises de la zone.

Dans le secteur du bâtiment, il y a aussi de nombreuses grèves. Celles-ci peuvent se transformer en grève générale si les travailleurs s'organisent dans ce sens et prennent conscience que c'est tous ensemble qu'on est fort et que quel que soit notre métier, on appartient à la même classe ouvrière et on a les mêmes intérêts face au patronat.

Nécessité d'un parti ouvrier communiste et révolutionnaire en Afrique... et partout

Les grandes villes d'Afrique sont des chaudrons bouillonnant, mais la pauvreté et la misère ne conduisent jamais de façon spontanée vers les idées de lutte de classe et vers une prise de conscience politique. Le parti révolutionnaire qui a manqué au jeune prolétariat africain lors de ses nombreuses luttes durant la colonisation, lui manque toujours cruellement aujourd'hui. La différence c'est qu'aujourd'hui il est beaucoup plus nombreux et donc plus puissant face à la bourgeoisie.

La classe ouvrière peut arracher des revendications salariales et des droits, mais toute seule, isolée à l'intérieur des frontières nationales, elle ne peut pas renverser le capitalisme et mettre fin à l'exploitation. C'est une lutte qui ne peut se gagner qu'à l'échelle internationale. Dès le départ, les militants qui veulent s'engager dans la lutte pour renverser la bourgeoisie doivent prendre conscience que la lutte pour changer radicalement la société et la débarrasser du capitalisme ne peut se concevoir qu'à l'échelle internationale. Cela nécessite que le prolétariat se dote d'un parti communiste révolutionnaire à l'échelle mondiale, un parti capable de le guider et de déjouer les pièges que lui tendront ses adversaires et ses faux-amis.

Nous ne savons pas quand et comment les travailleurs des usines, du bâtiment, des mines ou des grandes

plantations parviendront à prendre conscience qu'ils représentent une force considérable et que s'ils sont organisés politiquement ils peuvent changer la société de fond en comble. Ce que nous savons, c'est que tant que le système capitalisme continuera, la misère et les guerres ne disparaîtront pas. La classe ouvrière est la seule classe capable de mettre fin à ce système basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme. Mais cela ne sera possible que si elle renverse la bourgeoisie et son État et exerce elle-même le pouvoir en faisant fonctionner l'économie autrement, c'est-à-dire en fonction des besoins de la grande majorité et non pas des exploités et des parasites de la société. Un État dirigé par les travailleurs sera mille fois plus démocratique que celui de la bourgeoisie.

Il y a plus de cent ans, la mondialisation capitaliste avait fait naître dans la Russie tsariste le prolétariat le plus jeune, le plus exploité d'Europe. En 1917, défiant bien des pronostics et des préjugés, ce furent ces travailleurs russes qui reprirent finalement le meilleur des idées révolutionnaires. Ils ébranlèrent le monde et prirent le pouvoir. Ils régénérèrent aussi le mouvement ouvrier en lui montrant la voie à suivre et en l'aidant à s'armer politiquement. Aujourd'hui, le prolétariat d'Afrique a bien des traits similaires. Il est jeune, combatif, concentré dans d'immenses villes. On ne peut pas savoir dans quel pays, d'Afrique, d'Europe, d'Amérique ou d'Asie, démarreront les prochaines luttes décisives des travailleurs, mais elles exploseront nécessairement.

La perspective de la révolution ouvrière n'est pas un rêve, elle est inscrite dans l'évolution de l'économie mondialisée actuelle et dans la marche de la société humaine. S'engager dans ce combat, c'est finalement la seule manière solide de préparer une page nouvelle, pour l'Afrique comme pour l'humanité entière.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

TRAVAILLEURS EN LUTTE DANS LA CONSTRUCTION DE L'AUTOROUTE

(Témoignage)

Nous travaillons dans la construction de la deuxième tranche de la voie Y4 qui s'étend sur 17 kilomètres entre le stade d'Ebimpé et l'autoroute du Nord au PK 27. Nous sommes employés par Sinohydro, une entreprise du Btp. Cela fait deux mois que nous luttons pour obtenir de meilleures conditions de travail. Nous travaillons 10 heures par jour pour un salaire de misère. Certains sont payés à 3000 Fr et d'autres à 5000 Fr. Des travailleuses qui font le ménage finissent à 20h sans avoir un dortoir sur place alors que l'endroit est reculé. Elles prennent donc des risques en rentrant tard chez elles dans la nuit. De plus, elles n'ont aucun endroit pour se reposer entre midi et 14 heures. Cela est sciemment voulu par le patron car il veut contraindre nos camarades de travailler non-stop jusqu'à l'heure de descente.

Face au mécontentement général, le patron a menacé de mettre fin au

contrat de certains d'entre nous. Ce qui n'a fait qu'augmenter notre colère. C'est ainsi que nous avons délégué quatre des nôtres pour déposer nos revendications écrites au bureau du patron. Celui-ci a refusé de prendre le courrier et a chassé nos camarades. Devant cette situation, 50 d'entre nous se sont spontanément rendus à la direction et cette fois-ci le courrier a bien été réceptionné.

De tous les problèmes soulevés, la seule mesure prise par la direction a été un réajustement de salaire de 1000 Fr pour nos camarades qui étaient payés à 3000 Fr. Ça ne fait pas le compte !

Depuis ce jour, les gens de la direction font le tour des différents sites pour appeler au calme et nous dire que tout ira bien. Mais leurs promesses, ils peuvent se les garder pour eux. Nous voulons des actes concrets et nous continuons à nous mobiliser pour obtenir nos revendications.

UNE MOBILISATION QUI A FAIT RECULER LE POUVOIR

Trois militants syndicaux se sont rendus dans un lycée à Grand-Bassam pour apporter leur soutien à quatre de leurs collègues mutés en guise de sanction, suite à la récente grève dans l'éducation nationale. À leur arrivée, ils ont été arrêtés et jetés en prison pour « *trouble à l'ordre public* ». Les enseignants de ce lycée ont répondu par une grève pour réclamer leur

libération. Des enseignants d'autres lycées ont aussi suivi le mouvement les uns après les autres. Devant cette grève qui se répandait, les autorités sont rapidement revenues sur leur décision en libérant les enseignants incarcérés. La grève et la solidarité des enseignants a payé !

L E U R S O C I E T E

LES RATS !

Le Rhdp, le parti de Ouattara, se vante d'avoir rallié à lui « 173 militants » venant d'autres chapelles politiques (Pdc, Ppa-ci, Fpi, etc.). Rien de nouveau sous le soleil ! Des rats quittant un navire pour un autre en espérant sauver leur peau ou y trouver plus à manger, il n'y a rien de plus courant. À l'approche des échéances électorales de 2025, on verra ce genre de mouvements se produire encore plus souvent et cela dans tous les sens. Tous ces dirigeants politiques, ceux du pouvoir comme ceux de l'opposition, sont faits du même bois. Aussi loin qu'on remonte dans le temps, un jour ils sont

ministres sous une étiquette, un autre ils deviennent députés sous une autre. Il en va de même de leurs alliances politiques, qui se font et se défont selon leurs intérêts du moment.

Aux travailleurs de s'en souvenir et s'en méfier pour ne pas être les dindons de la farce car ces gens-là n'hésiteront pas à propager la division et la haine au sein de la population en utilisant les cordes du nationalisme, de l'ethnisme ou de la xénophobie pour accéder à la mangeoire gouvernementale ou pour s'y accrocher, quitte à tout dévaster derrière eux !

MONSIEUR 80%

Tidjane Thiam, en campagne pour les élections présidentielle de 2025 à la tête du Pdc, a déclaré que « *les chefs d'État africains passent trop de temps avec les investisseurs étrangers. C'est 80% pour eux et 20% pour les nationaux. Il faut inverser cette tendance...* ».

Cet ancien dirigeant d'une grande banque suisse connaît probablement tout un rayon sur l'art et la manière de placer

des capitaux en toute opacité dans des comptes secrets à l'étranger. Il ambitionne de s'asseoir sur le fauteuil présidentiel et peut raconter tous les bobards qu'il veut sur les pourcentages de ceci ou de cela qu'il ferait s'il était élu. Mais au final il ne sera rien de plus qu'un paillason, comme ses prédécesseurs, au service de ses vrais maîtres qui sont dans les métropoles impérialistes !

IL EST NÉ AVEC UNE CUILLÈRE EN OR DANS LA BOUCHE !

« *Je veux des gens riches en Côte d'Ivoire* » a déclaré Tidjane Thiam. Il a ensuite ajouté que « *l'aspiration à s'enrichir est légitime, elle se réalise dans le secteur privé* ».

Ce monsieur qui parle ainsi est né riche dans une famille qui a profité de sa parenté avec Houphouët Boigny et a bénéficié de tous les avantages liés au pouvoir. Son monde est complètement étranger à celui des travailleurs et il a du mal à cacher son mépris viscéral envers les classes pauvres. Le système qu'il défend est celui qui permet à une minorité

de son espèce de s'enrichir sur le dos de la grande majorité.

Un travailleur, qu'il soit du privé ou du public, qu'il trime dans un bureau, dans une usine ou dans le bâtiment toute sa vie, ne pourra jamais devenir riche et mourra peut-être encore plus pauvre que quand il est né ! Par contre un exploiteur, tout en ne faisant rien de ces dix doigts, pourra s'enrichir en volant le fruit du travail des autres. C'est la règle même du système capitaliste vanté par cet ancien banquier qui aspire au fauteuil présidentiel !

L E U R S O C I E T E

FAUT PAS RÊVER !

Selon la directrice d'Amnesty International, l'État ivoirien est obligé de suspendre les opérations de déguerpissements débutées en janvier 2024, pour ne pas avoir, dit-elle, « respecté les droits garantis par la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples ... ratifiés par la Côte d'Ivoire en 1992 ». Elle estime donc que les dizaines de milliers de familles qui ont subi les exactions du gouvernement doivent préalablement bénéficier de « mesures de soutiens adéquates » avant toute reprise d'autres déguerpissements. En d'autres termes, tous ces gens-là doivent d'abord être relogés et indemnisés.

Sauf que dans la réalité, les dirigeants d'ici et d'ailleurs qui sont au

pouvoir pour servir les intérêts des riches, sont prêts à signer autant de « chartes » et de « lois » si ça peut amuser la galerie. Mais comme on le voit ici, cela ne les engage à rien, tant qu'ils continuent d'agir dans le sens des intérêts des multinationales et des puissances qui dominent ce monde. Dans un autre genre, il existe bien par exemple des lois sur le travail, les riches les respectent-ils ? Le problème n'est donc pas de savoir si des « chartes » ou des « lois » existent en faveur des pauvres mais de savoir si ces derniers ont la force d'imposer leur droit à une existence digne. Dans tous les cas, il n'y aura de changement véritable pour les classes exploitées que si elles prennent leur propre destin en main.

PAUVRETÉ DE « CLASSE MONDIALE » !

Le pouvoir en place se vante d'une future production d'or de « classe mondiale » en 2028 à Tanda, à l'Est du pays. C'est le groupe Anglo-Canadien Endeavour mining qui va exploiter ce gisement aurifère pour une période de 15 ans. Il va s'en mettre plein les coffres tout en ravageant et polluant l'environnement, comme à Tongon dans la région de Bengué où existe aussi une exploitation d'or et où le sol et la rivière ont été pollués.

C'est dire que les populations pauvres de la région de Tanda n'ont aucune raison de s'en réjouir. Nulle part en Afrique, les populations n'ont bénéficié des avantages des richesses produites. Bien au contraire, il suffit de regarder la

République Démocratique du Congo dont le sol regorge de richesse de toutes sortes et pourtant la population est l'une des plus pauvres au monde. De plus, le pays est ravagé par les guerres que mènent les différents pays impérialistes par groupes armés interposés, pour accaparer ces richesses. C'est la même pauvreté qu'on retrouve aux quatre coins du continent africain, même là où il n'y a pas de guerre.

On peut dire par avance qu'en Côte d'Ivoire comme partout ailleurs, le clan au pouvoir ainsi que quelques notables de la région vont pouvoir ramasser quelques miettes de ce pillage. Quant à la population, elle ne pourra même pas prétendre avoir vu de ses yeux la couleur de cet or !

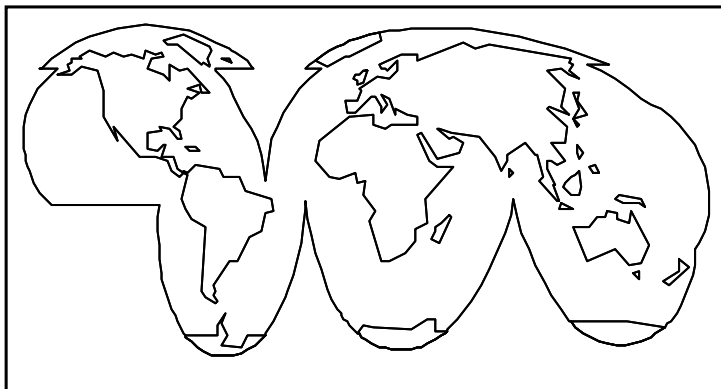
L E U R S O C I E T E

UNE ILLUSTRATION DE LA « MANGÉCRATIE »

Le ministre des ressources animales et halieutiques a organisé une cérémonie à l'abattoir en prétendant que c'était pour installer des « équipes de contrôle vétérinaire ». En réalité, il voulait surtout mettre la main sur la manne financière que représente l'abattoir. Malheureusement pour lui, le gouverneur du district d'Abidjan qui a le contrôle du site ne l'entendait pas ainsi, et il n'est pas allé de main morte pour le lui montrer.

Comme ce gouverneur a l'habitude de procéder lors des opérations de déguerpissement des quartiers pauvres, il a fait venir ses loubards armés de machettes et de gourdins pour saccager les chaises, les bâches et les appareils de sonorisation installés pour l'occasion. Ainsi, il a montré à son collègue ministre que c'est son garde-manger qui est là et on ne le touche pas ! Même les « *Gnambros* » ne feraient pas mieux.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

Sénégal :
1^{er} DÉCEMBRE 1944, IL Y A 80 ANS, LE MASSACRE DE THIAROYE

À l'occasion de la célébration du 80^{ème} anniversaire du massacre de Thiaroye, le président sénégalais Bassirou Diomaye Faye a invité le président français Emmanuel Macron à la cérémonie commémorative. 10 ans plus tôt c'était François Hollande qui avait fait le déplacement avec l'invitation de l'ancien président sénégalais Macky Sall. Mais jusqu'aujourd'hui, la vérité sur ce qui s'est réellement passé le 1^{er} décembre 1944 dans le camp de Thiaroye, reste toujours dans le flou, notamment en ce qui concerne le nombre de morts, car l'État français continue de dissimuler une partie des archives militaires relative à cet évènement.

Depuis plusieurs dizaines d'années les parents des victimes réclament la vérité aux autorités françaises, ils veulent savoir pourquoi l'État français ne reconnaît pas leurs morts et où ont-ils été enterrés ? Ils réclament aussi des réparations pour les préjudices subis. Communément appelés « *tirailleurs sénégalais* », 140 000 Africains originaires des colonies françaises de l'ouest du continent avaient été enrôlés dans l'armée française dès le début de la Deuxième Guerre mondiale. Envoyés souvent en première ligne pour combattre l'armée allemande, beaucoup y laissèrent la vie, d'autres furent internés dans des camps allemands installés sur le sol français - gardés par la police française sous le régime de Vichy. Libérés en 1944, ils avaient droit à une solde de captivité en tant que soldats de l'armée française. Il avait été stipulé qu'un quart de la somme leur serait versé au moment du départ de France et les trois quarts restant lors de leur arrivée à Dakar. Ainsi plus de 1000 tirailleurs sénégalais avaient été embarqués de Morlaix le 5 novembre 1944 pour Dakar, où ils devaient être indemnisés avant de regagner leurs pays respectifs. 315 autres avaient refusé

d'embarquer pour n'avoir pas reçu la partie des indemnités prévues avant l'embarquement.

À leur arrivée à Dakar, les tirailleurs furent regroupés à l'intérieur du camp militaire de Thiaroye mais les indemnités qui leur avaient été promises n'ont pas été payées. Alors, ils refusèrent de quitter le camp tant qu'ils n'auraient pas perçu leurs droits. Le 28 novembre, 500 hommes bloquèrent le véhicule du général Dagnan, le temps qu'il promette d'examiner leur demande. Mais, loin d'être sensible à l'injustice subie par les soldats africains, ce dernier parla alors de prise d'otage et de mutinerie pour justifier le massacre qu'il prépara pour le 1^{er} décembre.

Ce jour-là, les soldats africains rassemblés dans la cour se retrouvèrent face à des bataillons renforcés par un char, trois automitrailleuses et autres matériels de guerre. Les tirs se firent sans sommation. Les chiffres officiels font état de 35 morts et 46 blessés, mais il y en eut certainement beaucoup plus. Le général Dagnan lui-même parle de 70 morts dans un de ses rapports. Plus tard, des historiens ont démontré qu'il y avait eu une manipulation des chiffres pour minimiser le nombre de morts. En faisant le décompte entre le nombre de soldats embarqués au départ et ceux qui auraient dû se trouver dans le camp de Thiaroye, ils ont trouvé une différence inexplicable d'environ 400 personnes ! Cependant, l'État français a continué à nier les faits.

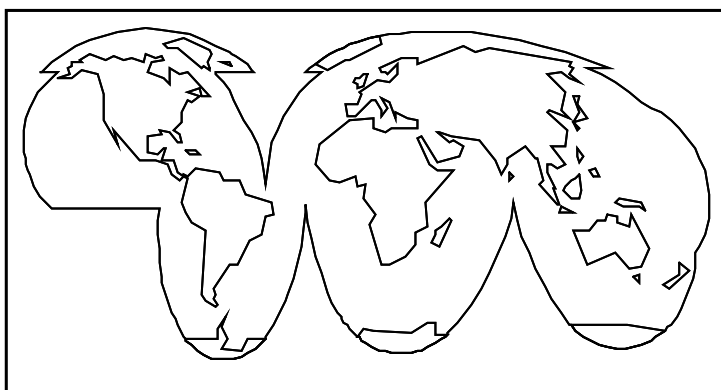
En 2014, François Hollande a reconnu pour la première fois qu'il y avait eu une « *répression sanglante* » qui avait coûté la vie à 70 tirailleurs. Ce jour-là, il a dit avoir transmis à son homologue sénégalais « *la totalité des archives* » mais c'était un mensonge de plus car certains documents ne sont toujours pas accessibles aux chercheurs.

Dix ans après son prédécesseur, Macron fait un petit pas de plus en prononçant cette fois-ci le mot « *massacre* » pour qualifier le bain de sang de Thiaroye. Ce petit geste satisfera peut-être Diomaye Faye qui a l'intention de l'accueillir en grande pompe à Dakar, mais pas les parents des tirailleurs et tous ceux qui avec eux cherchent à rétablir la

vérité sur le massacre du 1^{er} décembre 1944.

Rappelons que quelques mois à peine après le massacre de Thiaroye, il y eu un autre bain de sang en Algérie, notamment à Setif en 1945, qui fit 45 000 morts, puis en Indochine, Madagascar, etc. Aucune repentance n'effacera les crimes de l'impérialisme français.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'État lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation
- préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- œuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.